

**Zeitschrift:** Bulletin : Kommunikationswissenschaft = sciences des communications sociales

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft

**Band:** - (1983)

**Heft:** 2

**Artikel:** La presse et l'argent en France

**Autor:** Texier, Jean C.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-790579>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## V. La Presse et l'Argent en France

par Jean C. Texier, président, Compagnie financière de communication (CoFiCom), Paris

Jamais en France, la presse et l'argent n'ont fait bon ménage. Journalistes et financiers ne cessent de jouer au chat et à la souris. Un héritage sans doute de la tradition catholique qui imprègne encore l'inconscient du pays tout entier. Un relent aussi des mauvais souvenirs laissés par la III<sup>e</sup> République. Entre les deux guerres, beaucoup d'hommes d'affaires entretenaient des journaux comme des danseuses. On se souvient des incursions dans la presse du parfumeur François Coty ou du milliardaire Raymond Patenôtre. Sans parler de Jean Prouvost qui jusqu'à la cinquantaine ne s'illustra que comme un industriel du textile... Sans évoquer l'ancêtre du « Monde », le fameux « Temps » pure et simple émanation du Comité des Forges, le mini CNPF de l'époque... Sans ajouter la liste bien fournie des journalistes qui émargeaient soit aux caisses noires des chancelleries étrangères, soit aux fonds secrets des ministères...

Voulant purger la presse de « son abominable vénalité », les Résistants qui s'approprièrent les principaux quotidiens à la Libération se donnèrent comme premier objectif de bouter hors du secteur de l'information les puissances d'argent. D'où les fameuses ordonnances de 1944 qui ambitionnaient de transformer les journaux en maison de verre. D'où également le statut dérogatoire de la presse qui s'inscrivait plus dans une perspective de service public que dans la logique de la libre entreprise. Ce fut le temps des illusions où l'on rêva d'une information administrée par les seuls journalistes. Mais les lendemains où l'on déchantait arrivèrent vite. Bien que beaucoup plus protégée que d'autres industries, la presse connût une sévère crise. Dès les années soixante, elle voyait se profiler à l'horizon un triple défi à relever : survivre à un marché en peau de chagrin, affronter la concurrence des nouveaux médias et conduire d'épineuses successions humaines. Seul le recours à un financement extérieur s'avérait capable de procurer le ballon d'oxygène indispensable.

Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing marque donc les retrouvailles de la presse et de l'argent. C'est d'ailleurs moins le libéralisme avancé que les exigences de la conjoncture économique qui provoquent cette rencontre. A défaut de se vendre suffisamment aux lecteurs et aux annonceurs, les journaux s'offrent aux mécènes plus ou moins intéressés. A bien analyser l'irrésistible ascension de Robert Hersant, on constate qu'elle procède moins d'une puissante expansion que d'une fuite en avant. Pour le Citizen Kane français, il s'agit de récupérer la plupart du temps, des titres en perdition. Ce papivore n'est qu'un « ramasse-miettes » comme le

surnomme malicieusement Jean-Louis Servan-Schreiber. Quant à l'argent, loin de constituer le moteur du groupe Hersant, il manque cruellement. L'intelligence du patron du « Figaro » consiste à savoir jouer avec le crédit des banques. Assurément, une bonne couverture politique favorise bien des découvertes bancaires. Cependant, le principal capital d'Hersant demeure sa faculté d'endettement.

Néanmoins l'argent FRAIS ne fera pas défaut à la communication. Au cours de la dernière décennie, c'est plus d'un milliard de francs que des industriels ou des banquiers investiront dans la presse pour leurs seules participations. Tous les grands noms figurent au rendez-vous. Edmond de Rothschild accomplira un bref passage chez Hachette et accompagne Daniel Fillipachi aux Etats Unis le temps d'un regard. Jimmy Goldsmith séduit Jean-Jacques Servan-Schreiber qui lui laisse l'Express mais est repoussé par Simon Del Duca qui lui refuse son « Intimité ». Jean-Claude Aaron tente de libérer « Le Parisien » du conflit qui oppose les deux héritiers Amaury. François Dalle parfume les petites filles de Jean Prouvost en faisant entrer l'Oréal chez Marie-Claire. Clément Vaturi guidé par Daniel Morgaine en reprenant les Editions de Montsouris prépare le porte avion d'où décolleront les enfants de « Tintin ». François Michelin, que l'on soupçonne d'avoir commandité l'éphémère « J'Informe », sauve de la nationalisation « Le Nouveau Journal » le Baron Empain et Bernard Darty ont parrainé le VSD de Maurice Siègel.

Côté banquiers, on ne demeure pas inactif. Certes, on agit le plus souvent en coulisses. Ainsi Hervet et Vernes travaillent fréquemment dans les opérations de restructuration d'Hersant. La Continentale de Banque voit son président Guy de Roquemaurel participer à la reprise de Boussac de « L'Aurore ». La Banque Rothschild amène Bruno Monnier à relayer Roger Gicquel à « La Vie française ». Paribas après avoir aidé Jean-Charles Lignel à racheter « Le Progrès » se trouve impliqué dans les affaires du « Dauphiné Libéré ». A visage découvert, le Crédit Mutuel de Théo Braun prend le contrôle de « L'Alsace » et le Crédit Agricole participe à « La Montagne ». La Banexi opère un aller et retour aux Editions Mondiales. Point d'orgue du septennat, au terme d'un patient ramassage des actions Hachette à la corbeille, Jean-Luc Gendry fait main basse sur la vénérable librairie. Le président de la Banque Privée de Gestion Financière n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il participe également à Eurocom, à Nathan et surtout à la Compagnie Européenne de Publications, éditrice notamment du « Nouvel Economiste ».

Avec l'entrée en lice d'un Jean-Luc Gendry on se rend compte, à l'évidence, que la presse change profondément de nature. Pour ce roi des « tours de table », sa discrète OPA sur Hachette ne se différencie aucunement des opérations financières qu'il mène à longueur d'année. Pour lui, l'objectif n'est nullement d'acquérir – à bon compte – de l'influence en se

payant un journal nauséeux de réaliser le plus vite possible la meilleure plus-value. C'est pourquoi quelques jours à peine après avoir pris le contrôle d'Hachette, il le cède à Jean-Luc Lagardère.

Le bouillant patron de Matra s'avère assurément l'industriel qui s'est le plus frotté aux médias ces dernières années. Au cours de son septennat à Europe 1, il a renforcé la participation de Matra dans le capital de la station et il a conduit cette radio à se diversifier vers la presse écrite. Avec les bénéfices de Matra et de anhurin, il a repris un important quotidien régional, « Les Dernières Nouvelles d'Alsace ». Et surtout il n'a pas hésité à s'emparer à la hussarde d'Hachette. Le premier, en France, il a édifié un groupe multi-médias. Sa démarche procède d'une stratégie de développement conduite en fonction d'impératifs d'avenir. Non seulement, Jean-Luc Lagardère croit à la synergie entre l'écrit et l'audiovisuel. La télématique va en offrir un exemplaire illustration – mais aussi, il sait que désormais pour demeurer présent dans la course aux nouveaux médias – satellites, banques de données – il faut investir des centaines de millions ce qui n'est pas à la portée des seules entreprises de presse. En revanche, le mariage du soft et du hard peut rapporter gros. Comme les Américains et les Allemands, Jean-Luc Lagardère a parlé sur la haute rentabilité de la communication à l'approche de l'an 2000.

Une réflexion identique inspire les responsables de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. La finalité de cette société est claire : Constituer un network européen qui remplira les caisses du Grand Duché mais aussi les poches de ses actionnaires. Derrière cette Compagnie luxembourgeoise se trouve tout le gotha de la finance et de l'industrie française : La Compagnie Financière, Paribas, Schlumberger, Hachette et surtout Havas. Sous l'impulsion de son directeur général, l'Agence de Publicité d'Etat opère une discrète mais fulgurante percée dans la presse technique en absorbant notamment « L'Usine Nouvelle » et « La Compagnie Française d'Édition des Frères Ollive... Outre son rôle officiel dans le cadre d'Havas, Jacques Douce a joué les éminences grises de la plupart des redistributions de cartes. C'est ainsi qu'il a négocié la vente du groupe Pouvost à Hachette, qu'il a failli reprendre cette même librairie et qu'il conseille Robert Hersant pour la dispersion de ses quotidiens de province. C'est lui qui a initié à la communication des industriels tels André Mentzellopoulos et surtout Marcel Fournier.

Depuis qu'il a pris sa retraite de Carrefour, son fondateur a été intimement mêlé à beaucoup d'affaires de presse. Pourtant les projecteurs n'ont guère été braqués sur Marcel Fournier. Sa présence, on la relève d'abord modestement à « l'Est Républicain ». Ensuite, ami de Joseph Fontanet, savoyard comme lui, il contribue à « J'Informe ». Plus spectaculairement, on le retrouve à la tête du quarteron d'industriels qui assureront à « L'aurore » la transition entre Marcel Boussac et Robert Hersant. Symbolique-

ment, il s'associe à Jacques Ourévitch pour «Lu» et «La Lettre de la Presse». La consécration arrive en 1981 où il reprend «Le Dauphiné Libéré» et place son frère et son fils à «Paris Normandie». Même la radio le tente : il figure parmi les premiers actionnaires de Radio Mont-Blanc, le nouveau périphérique lancé par Jean-Claude Nicole, l'éditeur de «La Suisse». En 1983, on parle de nouveau de lui pour «France Soir».

Les liens qui se resserrent entre le business et la presse ne défrayent guère la chronique lorsqu'ils touchent des groupes très spécialisés. Par exemple, le récent feuilleton des Editions Mondiales mérite d'être conté. A 67 ans, Simone Del Duca a souhaité passer la main à la tête de son empire. quoique décriée par les beaux esprits, le roman photo rapporte plus que l'information politique. Ainsi la mise à prix des Editions Mondiales constitue le plus gros banco de l'histoire de la presse française : 450 millions de francs. Un temps, Jimmy Goldsmith d'une part, l'Institut de Développement Industriel (IDI) d'autre part, lorgnèrent vers le troisième groupe national. Mais surprise, l'affaire fut emportée par un conglomérat de banquiers et d'assureurs. Chef de file de cette reprise : Les Mutuelles Unies. Au bout d'un an, les nouveaux propriétaires de Del Duca se rendant compte que le groupe serait difficilement introduit en bourse à bref délai le fusionnèrent avec une société cotée qu'ils contrôlaient par ailleurs : Revillon. A la faveur de transaction boursière, ce holding mêlant la fourrure et la presse, les ascenseurs et les chaussures est passé sous domination du distributeur CoRa qu'anime Philippe Bourriez. De plus en plus les journaux s'échangent comme des boîtes de petits pois. Et dans ces mutations, les distributeurs se taillent la part du lion : Goldsmith, Fournier, Darty, Bourriez, Aï, ... et pareillement en Grande Bretagne Trafalgar House au Daily Express. Il ne faudrait pas croire que la droite marchande ait eu le monopole du portefeuille. A gauche aussi, des financiers généreux ou ... avisés ont permis à des journaux de tenir. «Politique Hebdo» a vécu grâce aux subsides de riches héritiers. La Fortune du père du nouveau philosophe Bernard-Henri Lévy a permis l'aventure express du quotidien «L'Imprévu». L'ancien directeur de cabinet du Président de la République, aujourd'hui président d'Havas, André Rousselet, alors PDG dex taxis G7, a puisé dans ses deniers pour financer un newsmagazine sportif. Et surtout, sans le concours de Jérôme Seydoux, le richissime patron de Pricel et des Chargeurs Réunis, «Le Matin de Paris» aurait éprouvé bien des difficultés pour couvrir ses constantes augmentations de capital. Il faudrait également évoquer le rôle d'un Jean-Charles Lignel, gendre d'Edgar Pisani, actionnaire important des Docks Lyonnais et de Cap Sogeti, qui a pris le contrôle du groupe du «Progrès» et participe au groupe de «L'Expansion».

Comment croire que patrons et socialistes ne font pas bon ménage ? Ces derniers mois, il n'est guère de semaines où l'on ne découvre qu'un

éditeur de gauche obtient le concours des généreux mécènes de la finance. Bientôt, il ne restera plus que les pauvres journaux de droite pour échapper à la coupe de l'argent.

C'est pratiquement officiel : le pur et dur. *Libération* qui, il y a tout juste un an, refusait la publicité et accordait le salaire unique, s'immole aujourd'hui sur l'autel du grand capital. Dix parts sociales nouvelles de 150 fr. sont créées mais émises chacune avec une prime de 499.850 fr. En outre, l'heureux acquéreur versera 5 MF supplémentaires en compte courant. Cette bonne affaire permettra ainsi à la société « Communication et participation » de détenir 9,09 % du capital de la société éditrice de *Libération*.

Habilement, le quotidien de Serge July résoud momentanément ses problèmes de financement tout en sauvant les apparences. Malgré une forte croissance de sa diffusion – presque doublée en deux ans – *Libération* accumule les déficits. A la fin 1981, un prêt de 10 MF, accordé par la CEPME, permet de combler le trou. Pendant l'été 1982, grâce à cinq banques nationalisées, 3 MF sont avancés pour assurer les échéances. Avec 80 000 exemplaires désormais vendus, mais encore peu d'annonces, *Libération* avait donc désormais sérieusement besoin de fonds propres.

Grâce à « Communication et Participation », le journal a trouvé le partenaire idéal. Théoriquement, un « Sleeping partner » décidé à respecter l'indépendance et l'originalité d'une expérience de presse bénéficiant non seulement d'un sang neuf mais aussi du snobisme de la mode. Dans cette société anonyme en formation se retrouve le gotha de la finance socialisante : Antoine et Jean Riboud, Gilbert Trigano, Claude Alphandéry, Jean-Pierre Beauviolla et peut-être aussi Nicolas Seydoux. Caractéristique commune à presque tous ces hommes : ce sont de vieux routiers du soutien à la presse engagée.

Il y a un peu plus d'un quart de siècle, en 1956, *L'Express* battait de l'aile. Vint d'abord à son secours Antoine Riboud apportant 2 MF de l'époque, puis René Seydoux, le père de Jérôme et Nicolas, fournissant également la même somme. Plus tard, ce sera le tour de Jean Riboud d'entrer dans le capital et devenir l'un des administrateurs très écoutés de la société. En revanche, René Seydoux s'éloigne de Jean-Jacques Servan-Schreiber. En 1964, il suit la suggestion du président de Paribas, Jean Reyre, et épaulé solidement, Claude Perdriel, ancien collaborateur d'Edmond de Rothschild pour lancer *Le Nouvel Observateur*. En 1977, fidèle aux traditions familiales, son fils Jérôme devient l'un des premiers actionnaires du *Matin de Paris*.

Si pendant cinq ans, le président des Chargeurs Réunis a laissé Claude Perdriel mener son quotidien comme il l'entendait, dorénavant, il met ses conditions pour souscrire aux augmentations de capital répétées du

*Matin*. Lassé d'attendre l'équilibre comme on attend Godot, Jérôme Seydoux vient d'inciter Claude Perdriel à se consacrer à la gestion et à abandonner la rédaction à Jean-François Kahn. Même dans la communication, tôt ou tard, les financiers ont leur mot à dire. Nicolas Seydoux n'a pas hésité à écarter Jean-Pierre Ramsay de sa maison d'édition dont Gaumont a pris le contrôle, quelques mois avant son acquisition du *Point*.

De même, Jean Riboud se contente rarement de demeurer spectateur. Actionnaire de la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion en tant que président de Schlumberger International, il a bataillé naguère contre Valéry Giscard d'Estaing pour empêcher la désignation de Philippe Grumbach comme administrateur-délégué. Quelques mois après son entrée discrète à l'IFOP, il avait liquidé l'ancienne équipe et installé son fils Christophe aux commandes. Voici un an, il a pris une participation dans *La Provençal* de Gaston Defferre ; aujourd'hui il en est administrateur. En 1980, il avait siégé aux côtés d'Edmond de Rothschild au conseil d'Hachette.

Moins impliqués dans les médias que les Riboud ou les Seydoux, Gilbert Trigano et Claude Alphandéry, sont néanmoins des familiers des affaires de presse. Dans son « Dictionnaire des Dynasties Bourgeoises », Henry Coston nous rappelle que le grand-père d'Alphandéry était le directeur du quotidien *Le Petit Haut Marnais*. Quant à Gilbert Trigano, cet autre obligé d'Edmond de Rothschild, il reconnaît « être déjà intervenu cinq ou six fois dans des entreprises de presse ». Ainsi, il est aussi actionnaire du *Matin de Paris* et de *VSD* après avoir débuté comme simple collaborateur de la presse communiste.

Tous ces industriels ne s'engagent dans *Libération* qu'à titre personnel. De même *Le Monde* vient-il de compter d'abord parmi ses actionnaires, puis au sein de son conseil de surveillance Roger Fauroux. Pas question que Saint-Gobain se porte au secours de *Monde* qui va emprunter 15 MF au Crédit National afin de moderniser ses ateliers de fabrication.

Au-delà des individualités, il convient de relever, aujourd'hui comme hier, le rôle privilégié d'une famille qui tisse sa toile d'araignée dans les médias : les Schlumberger. Au début du siècle, l'éditeur Gallimard leur doit beaucoup ; après 1968, ils commanditent via Sylvain Boissonnas le brûlot gauchiste de Jean Edern Hallier, *L'Idiot International* ; en 1983, via les Seydoux, ils ont un pied autant dans *Le Point* que dans *Le Nouvel Observateur*, et via Jean Riboud, leur fils spirituel presque adoptif, ils possèdent l'oreille de l'Élysée. En effet, ce manager qui touche à New York l'un des tous premiers salaires américains dans une société dont le siège se trouve dans le paradis fiscal de Curaçao, s'affiche comme un adepte et un intime de François Mitterrand.

L'esprit frondeur de *Libération* sera donc désormais entretenu par des proches du président de la République. Dès 1974, le promoteur immobilier Alphandéry et le gentil organisateur Gilbert Trigano avaient publiquement appelé à voter pour François Mitterrand. Heureusement, un ancien maoïste comme Serge July ne saurait tolérer un principe capitaliste aussi démodé que « Qui paie commande ».

Du mendésisme de la IV<sup>e</sup> République au gauchisme de la V<sup>e</sup> République, c'est toujours la même sirène qui attire nos financiers de gauche : la récupération des valeurs marginales utiles pour miser les nations si gênantes au développement d'une hégémonie mondialiste.

Le nouveau régime socialiste en condamnant par la bouche de Georges Fillioud tant « les groupes multi-médias » que « les radios Frics » veut œuvrer à établir une séparation nette entre la presse et l'argent. Toutefois, au-delà du discours officiel, on perçoit qu'il s'agit moins de redonner le pouvoir aux journalistes que substituer aux investisseurs privés les fonds publics.

A terme du moralisme de façade, ne faut-il pas craindre une nationalisation rampante de tous les moyens de communication ? La situation de l'audiovisuel préfigure-t-elle l'avenir de la presse ? L'avenir n'est pas rose !